

Flash Info Plateau Europe

FLASH INFO : traite des êtres humains

La traite des êtres humains consiste à réduire des individus à l'état d'esclavage et à les exploiter pour en tirer le plus grand profit. Comme toujours, tous les moyens imaginables sont utilisés par les trafiquants pour y parvenir : tromperie, corruption, violence, contrainte, séquestration, chantage, menace, privation de liberté, confiscation des pièces d'identité...

Chaque année dans le monde, de 800.000 à 2,4 millions de personnes sont victimes de traite des êtres humains. Selon l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, la plupart des pays du monde sont touchés par ce phénomène, que ce soit comme pays d'origine, de transit, ou de destination des victimes qui sont principalement des femmes et des enfants.

En Europe, la traite concernerait 100.000 à 200.000 personnes, pour la plupart à des fins sexuelles. La traite passe parfois par des "amoureux" qui se révèlent proxénètes mais une méthode plus radicale, l'enlèvement de jeunes filles mineures, est pratiquée en Europe centrale et orientale. Selon les estimations officielles, le nombre des enfants victimes d'exploitation sexuelle est en augmentation en France et concernerait 6000 à 10.000 enfants, venus pour la plupart de l'étranger et notamment de Roumanie, d'Afrique subsaharienne et du Maghreb.

L'Organisation Internationale du Travail (juin 2012), estime à près de 22 millions de personnes à travers le monde, dont environ 5,5 millions d'enfants, le nombre de victimes de travail forcé, exploitation sexuelle comprise.

FLASH INFO: Trafic d'organe

En raison de la pénurie chronique d'organes, 15 à 30 % des patients inscrits sur les listes d'attente décèdent avant d'avoir pu bénéficier d'une greffe. Les organisations criminelles internationales ont repéré ce « créneau » lucratif et font pression sur des personnes en situation de pauvreté extrême, particulièrement dans les pays d'Europe orientale, pour les inciter à vendre leurs organes.

En Ukraine, comme en Roumanie et en Russie, le trafic d'organes est répandu. Les opérations se font soit dans le pays, soit dans des pays plus éloignés comme l'Azerbaïdjan, l'Equateur, Israël etc...

Il est très difficile d'évaluer cette activité illégale mais chaque année, des réseaux sont démantelés.

Le 25 mars 2015, 14 pays européens ont signé le premier traité international de prévention et de lutte contre le trafic d'organes humains. Le texte crée le délit pénal de prélèvement d'organes humains.

FLASH INFO: Changement de parcours

Depuis 2004 et 2007, dates d'entrée dans l'Union européenne de nombreux pays d'Europe de l'Est, les frontières de l'Union Européenne ont changé et sont de mieux en mieux gardées.

Au moment de cette histoire, on observe un important changement des parcours empruntés par les migrants d'Europe de l'Est. Avant 2007, il était, par exemple, relativement facile de trouver un passeur pour traverser la « frontière verte » et arriver en Pologne. Ensuite, les itinéraires les plus utilisés par les migrants moldaves ou ukrainiens ont été ceux qui empruntaient les voies maritimes. Et cela a de nouveau évolué...

FLASH INFO : mur Grec

La Grèce était alors devenue la principale porte d'entrée des migrants irréguliers, en provenance d'Afrique et d'Asie centrale, dans l'Union européenne. La France a déclaré soutenir le projet grec de construire un mur le long de la frontière gréco-turque, dans le nord-est de la Turquie, à côté du fleuve Evros. Ce mur a été achevé fin 2012. La barrière frontalière fait 12,5 mètres de long et 3 mètres de haut, sur une frontière qui fait plus de 180 km depuis le sud de la Bulgarie jusqu'à la mer Egée.

Le durcissement des contrôles provoque une évolution des parcours migratoires : les passages clandestins ont fortement chuté en Italie, à Malte, aux canaries et plus récemment près des îles turques. La Bulgarie, exposée à ces nouvelles trajectoires, a annoncé qu'elle souhaitait elle aussi construire une clôture à sa frontière avec la Turquie.

L'agence européenne FRONTEX, chargée de la surveillance des frontières extérieures de l'UE, soutient les polices des Etats membres dans leur mission de contrôle des frontières.

En 2015, la Bulgarie a elle aussi construit une barrière frontalière à sa frontière avec la Turquie.

-« les murs anti-immigration à travers le monde » :

<http://www.la-croix.com/Actualite/Monde/INTERACTIF-Les-murs-anti-immigration-a-travers-le-monde-2015-07-10-1333326>

FLASH INFO : Eurodac

En 2004, le règlement Eurodac est entré en application : il permet de recenser les empreintes digitales des réfugiés statutaires, des demandeurs d'asile et des étrangers interpellés. Ces informations sont conservées en cas de franchissement irrégulier d'une frontière extérieure ou de présence illégale sur le territoire d'un Etat membre de l'UE.

Cela permet aux pays d'identifier les personnes interpellées, de savoir si elles ont déjà été connues des services et si elles ont déjà bénéficié des sommes versées au titre du retour volontaire.

Pour éviter un rapatriement forcé, certains n'hésitent pas à faire disparaître leurs empreintes avec du papier de verre ou de l'acide.

Depuis juillet 2015 est entré en vigueur Eurodac II. Ce nouveau règlement prévoit un futur transfert d'Eurodac vers une Agence européenne des systèmes d'information à grande échelle.

FLASH INFO : Dublin II

Le système européen Dublin II vise à répartir entre les Etats de l'Union Européenne la responsabilité du traitement des demandes d'asile. C'est le premier Etat qui a laissé entrer ou séjourner le demandeur qui doit examiner sa demande. Le demandeur d'asile ne décide donc pas du pays où il souhaite faire sa demande. Celle-ci doit être examinée par le premier pays par lequel il est passé.

Cela explique les campements sauvages de migrants dans la région de Calais, en France, ou à Patras, en Grèce : les migrants errent dans ces zones avec l'espoir de rejoindre le pays où se trouve par exemple leur famille.

Avec ce système, ce sont surtout les Etats frontières de l'Union qui sont responsables, comme l'Italie, la Grèce, Malte et Chypre.

Le règlement Dublin II a été depuis modifié afin de renforcer l'efficacité du système. Depuis le 1er janvier 2014 le règlement Dublin III est applicable à 31 pays.

Mais ce règlement pose toujours question et au cours de l'année 2015, plusieurs pays européens ont décidé de déclarer unilatéralement la suspension de Dublin 3 : la Hongrie, l'Allemagne, notamment face à l'afflux de migrants fuyant principalement la guerre en Syrie.

Pour aller plus loin :

- Communiqué de l'agence EUROSTAT sur l'asile en Europe pour le 1er trimestre 2015 :

<http://ec.europa.eu/eurostat/documents/2995521/6888005/3-18062015-CP-FR.pdf/9f9b0ff8-e40d-4807-9d18-51794af3666b>

- Rapport du HCR sur les tendances mondiales en 2014 :

<http://unhcr.org/556725e69.html>